

Missions catholiques et immigration italienne : réseaux et repères sociaux

Autor(en): **Barcella, Paolo**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **65 (2015)**

Heft 1

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-515041>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Missions catholiques et immigration italienne: réseaux et repères sociaux

Paolo Barcella

Catholic Missions and Italian Immigration: Networks and Social Reference Points

Italian Catholic missions were decisively important among Italian immigrant organizations in Switzerland, yet they remain an under-researched area. The article documents the complexity of these associations, both in terms of their configuration and the people and structures that were involved in their activities. In the course of their history, they became an intermediate type of organization, something between an association and a parish. On the one hand, secular priests and nuns organized top-down everything that strictly related to liturgy and pastoral care. On the other hand, these same priests also formed dialectical relationships with thousands of «Gastarbeiter» (foreign workers), who were in precarious situations and in need of activities and places of socialization. This led to the provision of services offering assistance and to the organization of activities and meetings that were in part detached from religion. This article combines different types of sources to outline the profile of a network of such organizations and to reveal their multifaceted nature.

Les Missions catholiques italiennes (MCI) ont eu une importance décisive dans la vie des immigrés italiens en Suisse. Elles ont été conçues comme des organisations au service de l'ordre religieux des missionnaires qui les dirigeaient ou alors des prêtres séculiers envoyés par les diocèses. Ces curés devaient se référer à des organismes spécifiques du Vatican, chargés du contrôle des structures ecclésiastiques de l'émigration. Les MCI étaient donc dirigées par des prêtres, des religieuses et des religieux venus d'Italie dans le but spécifique de fonder des centres paroissiaux italiens à l'étranger. Elles n'étaient toutefois pas organisées de manière homogène: certaines dépendaient de l'ordre religieux d'appar-

tenance du missionnaire; d'autres de l'évêque du diocèse italien auquel était rattaché le prêtre séculier. L'hétérogénéité se fait voir aussi au niveau des locaux: certaines s'étaient établies dans des immeubles appartenant à l'ordre religieux des missionnaires, d'autres dans des bâtiments en location, payés par la communauté italienne elle-même. Toutes les MCI trouvaient bien évidemment une référence commune dans les organes institutionnels de l'Etat du Vatican.¹

Même si les MCI avec leurs structures de nature paroissiale ont pris une grande ampleur suite à l'immigration italienne à partir de la fin du XIX^e siècle, les MCI apparaissent comme une entité intermédiaire entre paroisse et association, et cela devient apparent si nous regardons leurs différentes fonctions. Depuis le début de leur histoire, elles ont pris la forme de centres d'animation et de socialisation capables de rassembler des personnes et des organismes divers et de remplir différents rôles qui ne relevaient pas habituellement de la compétence des paroisses régulières. Par exemple, elles organisaient des soirées dans des cafés ou des restaurants, disposaient de salles de bal, de bureaux pour aider les immigrants à résoudre leurs problèmes avec la bureaucratie ou encore de lieux où les immigrants pouvaient organiser des fêtes et des activités de manière autonome et dans les buts les plus variés. Tout cela ne faisait pas forcément partie des activités des paroisses italiennes, qui s'occupaient plutôt des questions religieuses et liturgiques.²

Ce positionnement entre paroisse et association ainsi que l'ambiguïté de leur nature qui en découle pourrait être une des raisons pour lesquelles les MCI n'ont pas beaucoup retenu l'attention des chercheurs des associations et du mouvement associatif italien – même si elles ont joué un rôle important et décisif dans l'histoire de l'immigration italienne en Suisse, comme le montrent les chiffres. Rien que pour la période allant de l'après-guerre à la fin des années 1970, 101 Missions catholiques furent ouvertes sur le territoire helvétique, sans oublier les centres missionnaires plus anciens de Genève, Lucerne, Bâle, Berne et Zurich: toutes

1 Pour un approfondissement, voir: Paolo Barcella, *Emigrati italiani e missioni cattoliche in Svizzera*, Genova 2012; Giovanni Graziano Tassello (ed.), *Diversità nella comunione. Spunti per la storia delle Missioni Cattoliche Italiane in Svizzera (1896–2004)*, Roma/Basilea 2005.

2 Luciano Trincia, *Emigrazione e diaspora. Chiesa e lavoratori italiani in Svizzera e in Germania fino alla prima guerra mondiale*, Roma 1997; Gianfausto Rosoli, *Insieme oltre le frontiere. Momenti e figure dell'azione della Chiesa tra gli emigrati italiani nei secoli XIX e XX*, Caltanissetta 1996; Lorenzo Astegno, *Storia scalabriniana nel Giura*, Vicenza 1995; Lorenzo Prencipe, *L'Eglise et l'immigration en Suisse*, in: *Migrations société* 37 (1995), pp. 43–51; Paolo Borruso, *Missioni cattoliche ed emigrazione italiana in Europa (1922–1958)*, Roma 1994.

ces Missions étaient coordonnées par la Délégation Nationale de MCI, située à Zurich.³

Or, même les nombreux chercheurs, principalement des historiens et des sociologues, qui se sont penchés sur les mouvements associatifs italiens en Suisse pour comprendre le phénomène migratoire italien dans son ensemble, n'ont guère porté leur attention sur les MCI.⁴ Ils ont donné une image détaillée du monde associatif riche et complexe qui regroupe des expériences très différentes. Ils ont montré toute la variété des associations, formelles et informelles, exogènes et endogènes, ayant une portée aussi bien locale qu'internationale, créées à partir d'intérêts, de goûts et de finalités de type politique, économique, culturel, sportif, professionnel, écologiste ou religieux.⁵

Par rapport à l'ampleur du phénomène des MCI, nous ne disposons, au niveau des sources, que peu d'écrits qui se répartissent en trois catégories principales. Il y a, tout d'abord, les écrits contemporains aux événements, réalisés par des missionnaires et des préposés, afin de réfléchir aux problèmes auxquels ils étaient confrontés. Il s'agit surtout de documents dactylographiés, parfois de dossiers recueillant les actes de journées d'étude ou alors de congrès nationaux organisés chaque année par la Délégation nationale des MCI sur des thèmes spécifiques, comme la religiosité des jeunes immigrés ou la relation entre les Missions et les églises locales, aussi bien catholiques que protestantes.⁶ On trouve,

3 La liste complète des Missions se trouve dans: Giovanni Graziano Tassello, *Annotazioni storico-pastorali sulle missioni cattoliche italiane in Svizzera nel secondo dopoguerra*, in: Tassello (ed.), *Diversità*, pp. 156s.

4 Sarah Baumann, ... und es kamen auch Frauen. Engagement italienischer Migrantinnen in Politik und Gesellschaft der Nachkriegsschweiz, Zürich 2014; Toni Ricciardi, *Associazionismo ed emigrazione. Storia delle Colonie Libere e degli Italiani in Svizzera*, Roma-Bari 2013; Gian Franco Martina, *Solidarietà e formazione. Esperienze della storia della fondazione ECAP Svizzera*, Roma 2012; Claudio Bolzman, Rosita Fibbi, Carlos Garcia (éd.), *Le défi identitaire: les associations d'immigrés, quelques exemples en Suisse*, in: *Sociologie du sud-est. Revue de science sociale* 55-58 (1988), pp. 173-192; Rosita Fibbi, *Les associations italiennes en Suisse en phase de transition*, in: *Revue européenne des migrations internationales* 1 (1985), pp. 37-47; Barbara E. Schmitter, *Immigrants and Associations. Their Role in the Socio-Political Process of Immigrant Worker Integration in West Germany and Switzerland*, in: *International Migration Review* 2 (1980), pp. 179-182.

5 Pour une brève réflexion sur les formes du mouvement associatif italien à l'étranger, voir: Salvatore Palidda, *Socialità e associazionismo degli immigrati*, in: Paola Corti, Matteo Sanfilippo (ed.), *Storia d'Italia. Migrazioni, Annali* 24, Torino 2009, pp. 623-636.

6 Voir par ex. AA. VV., *La pastorale dei migranti: impegno della Chiesa locale svizzera*, Solothurn 1982; Loreto De Paolis, *Ruolo delle missioni scalabriniane in Svizzera e Germania*, Basilea 1981; AA. VV., *Ausländische Arbeitnehmer und kirchliche Gemeinschaft. Schlussdokument der Tagung der Diözese Basel zur Ausländerseelsorge*, Basel 1980; Direzione della Provincia Scalabriniana di Svizzera e Germania, *Rapporto sulla provincia di Svizzera e Germania, sessennio 1970-1976. Assemblea annuale. Delémont, gennaio 1976. Relazione della direzione provinciale, DPSSG, 1976.*

en second lieu, toutes les publications commémoratives et célébratives, les mémoires, les pamphlets et les brochures relatives à des missions particulières, généralement commissionnées par des membres de ces Missions.⁷

Enfin, un courant de recherche ayant une approche historique et sociologique, mais parfois avec un arrière-plan théologique et pastoral, s'est consolidé à partir de la fin des années 1970.⁸ Dans ces études, les MCI ont été généralement considérées comme un élément de l'histoire de l'Église catholique dans l'émigration que l'on peut reconstruire à travers les documents ecclésiastiques, les échanges épistolaires entre les évêques, les prêtres et les religieuses, conservés dans les archives de la Délégation nationale de Zurich ou par les congrégations qui s'occupaient des migrants. Il en ressort que les MCI sont principalement décrites en tant que paroisses, où travaillaient les prêtres et les religieuses pour atteindre certains objectifs pastoraux, et seulement en second lieu comme associations qui étaient un point de repère pour les émigrés italiens de culture catholique pour atteindre leurs objectifs, ce qui n'était pas sans influencer et orienter l'action de ces missionnaires.

Dans cet article, nous proposerons une perspective différente. L'étude des correspondances, des écrits scolaires et des témoignages oraux des immigrés italiens⁹, recoupés avec les documents des religieux et missionnaires, permettra de considérer les MCI comme un réseau d'organisations catholiques qui, même s'il s'est développé suite à l'action

7 Fausto Fonticoli, *Il punto più alto nel «triangolo d'oro»*. In ricordo di padre Mario Slongo, fondatore della missione Cattolica Italiana Birsfelden-MuttENZ-Pratteln, Teramo 2001; Andrea Ciapparella, Tindaro Gatani, 1898–1998. *Missione Cattolica Italiana di Zurigo. I Salesiani di Don Bosco al servizio della fede e dell'emigrazione*, Zurigo 1997; Dante Baiguini (ed.), *Trentacinquesimo della Missione Cattolica Italiana di Vevey (Svizzera), 1956–1991*, Vevey 1991. Il existe des volumes analogues pour la majorité des Missions catholiques en Suisse.

8 Vincenzo Rosato (ed.), *150 anni della nostra storia: la pastorale agli emigrati in Europa ed Australia*, in: *Studi Emigrazione* 183 (2011); Luciano Trincia, *Per la fede, per la patria. I salesiani e l'emigrazione italiana in Svizzera fino alla prima guerra mondiale*, Roma 2002; Isabelle Cecchi, *L'intégration des immigrés italiens dans la société genevoise à travers les associations de la Mission Catholique italienne*, Travail de licence Université de Genève 2002.

9 Les interviews ont été recueillies par l'auteur au cours de précédentes recherches dont les produits finaux sont: Paolo Barcella, *Migranti in classe. Gli italiani in Svizzera tra scuola e formazione professionale*, Verona 2014; Paolo Barcella, «*Venuti qui per cercare lavoro*». *Gli emigrati italiani nella Svizzera del secondo dopoguerra*, Bellinzona 2012; Barcella, *Emigrati italiani. Les cinq correspondances prises en considération sont conservées dans les archives privées des familles. Les écrits scolaires sont conservés dans les Archives de la Mission catholique de langue italienne de Winterthur, les interviews recueillies par l'auteur de cet article sont au nombre de cent quinze et sont conservées dans des archives privées.*

de membres du clergé italien avec leurs projets pastoraux, dut s'adapter aux besoins des immigrés et à leur présence active.

Missions catholiques et immigrés italiens: une relation de longue durée

Les Missions catholiques italiennes en Suisse et dans d'autres pays ont eu, dès le départ, un caractère transnational. Ceci découlait, tout d'abord, du fait que chaque église appartient à la même hiérarchie internationale, constituée par une pyramide de diocèses et d'archidiocèses locaux, ayant l'évêque de Rome à son sommet. La rencontre, la collaboration et les conflits entre des cultures différentes ont toujours caractérisé cette institution et ils se sont accentués lors de son expansion progressive et de sa diffusion dans le monde. A partir de la première moitié du XIX^e siècle, les migrations de millions de travailleurs catholiques ont contribué à ce processus. Les émigrants étaient, en effet, souvent suivis par des missionnaires de leurs pays d'origine ou alors étaient accueillis dans des églises gérées par un clergé local qui devait, toutefois, apprendre à composer avec ces catholiques étrangers.

L'histoire de l'Eglise aux Etats-Unis est certainement le point d'observation le plus intéressant pour appréhender ce phénomène: en effet, dans un contexte à majorité protestante, furent accueillis, entre le début du XIX^e siècle et la deuxième moitié du XX^e siècle, des millions d'Irlandais, d'Italiens, de Polonais ainsi que des catholiques provenant d'autres régions de l'Europe centro-méridionale et d'Amérique latine. Suite à cela, se mit en place un réseau de paroisses personnelles, gérées par le clergé de la nationalité d'appartenance des migrants, mais qui devaient se référer aux évêques du pays d'accueil. Les paroisses se constituèrent ainsi comme des expériences transnationales, comme des communautés multiculturelles dont les membres vivaient de multiples appartenances.¹⁰

Une situation similaire se rencontre dans le contexte européen, et en Suisse en particulier, avec la diffusion des MCI. Pour bien comprendre l'envergure sociale de ces organisations pour l'immigration italienne dans la Suisse de l'après-guerre, il est nécessaire de revenir brièvement à leurs origines. Dans les milieux catholiques italiens, on commença à réfléchir sur les migrations et l'assistance aux migrants déjà dès la deuxième moitié du XIX^e siècle, quand les communautés italiennes à l'étranger com-

10 Matteo Sanfilippo, *L'affermazione del cattolicesimo nel Nord America. Elite, emigranti e chiesa cattolica negli Stati Uniti e in Canada, 1750–1920*, Viterbo 2003; Rosoli, *Insieme*; Jay P. Dolan, *The American Catholic Experience. A History from Colonial Times to the Present*, New York 1985.

mencèrent à prendre de l'ampleur. Les premières interventions auprès des immigrés se produisaient à l'initiative individuelle de prêtres, d'évêques ou de membres de congrégations. Ainsi, Vincenzo Pallotti mit en place son action d'assistance auprès des Italiens en Angleterre, en fondant la première église «italienne» à l'étranger en 1863. De manière analogue, les Salésiens de Don Bosco commencèrent à intervenir en Argentine, l'évêque de Plaisance, Giovanni Battista Scalabrini, opta pour les migrations aux Etats-Unis, l'évêque de Crémone, Geremia Bonomelli, mit en place son Œuvre d'assistance en Europe et au Proche-Orient.¹¹ De manière générale, les prêtres et les évêques d'Italie du Nord avaient tendance à s'occuper des destinations européennes où se rendait un nombre croissant de leurs fidèles alors que, dans les milieux du Vatican, on accordait plus d'attention à l'Amérique du Nord, où les communautés italiennes devenaient plus stables.¹² C'est également pour cela, comme en témoignent les documents conservés dans les MCI et au siège de la Délégation nationale de Zurich, que les missionnaires italiens en Suisse furent en majorité originaires d'Italie du Nord.

De nombreux facteurs alimentaient la réflexion sur l'assistance aux migrants. Si on se limite à prendre en compte le cas helvétique, le clergé italien souhaitait tout d'abord protéger les émigrés des influences protestantes. Cependant, cette action de «défense» fut rapidement repensée et structurée comme un instrument de reconquête catholique du monde protestant. En effet, pendant les pontificats de Léon XIII, Pie X et Benoît XV, on en vint à concevoir les émigrés catholiques comme des «propagateurs de la foi dans ces territoires ou nations où le catholicisme était absent ou minoritaire».¹³

En plus du protestantisme, les missionnaires souhaitaient «défendre» les émigrants de la propagande socialiste, maçonnique et libérale. Cette peur était également partagée par les évêques helvétiques qui, à la fin du XIX^e siècle, demandèrent au pape d'envoyer des prêtres réguliers salésiens afin de s'occuper de la moralité des Italiens, puisque les agents de la propagande socialiste semblaient faire du prosélytisme dans leurs rangs.¹⁴ C'est précisément pour cela que, lorsque Geremia Bonomelli fonda en 1900 l'Œuvre d'assistance aux travailleurs italiens en Europe et

11 Vincenzo Rosato, I pionieri del servizio ai migranti italiani. Gli interventi provvidenziali di Pallotti, Bosco, Scalabrini, Bonomelli e Cabrini a partire dall' Unità d'Italia, in: Rosato (ed.), 150 anni, pp. 407–427.

12 Matteo Sanfilippo, Gli archivi della Santa Sede e la presenza Italiana in Svizzera, in: Tassello (ed.), Diversità, p. 419.

13 Luciano Trincia, Chiesa ed emigrazione italiana in Svizzera fino alla prima guerra mondiale, in: Tassello (ed.), Diversità, p. 94.

14 Ibid., pp. 98s.

au Proche-Orient, outre les Missions, il s'employa à l'ouverture de «secrétariats ouvriers» pour les travailleurs. Le missionnaire qui travaillait dans ces centres commençait ainsi à s'apparenter au travailleur social, car il devait s'occuper en grande partie des problèmes de travail des personnes aidées, remplissant aussi bien un rôle d'ordre parasyndical que de bureau de placement.¹⁵

A la même époque, à Zurich, les Salésiens avaient commencé leur intervention et furent également confrontés à une situation où l'assistance spirituelle devait être adjointe à l'organisation d'activités d'assistance: l'église ne suffisait pas, il fallait mettre en place des écoles, des centres de formation, des patronages, des organes de presse, des secrétariats pour les travailleurs, des associations de secours mutuel, des centres d'animation et de socialisation proposant des activités récréatives et de loisirs, surtout là où les ouvriers arrivaient avec leurs familles, comme dans le cas des Italiens du Sud embauchés pour travailler à la construction du tunnel du Simplon.

Durant l'entre-deux-guerres, le développement des MCI connut un temps d'arrêt, d'un côté en raison de la réduction du volume d'immigrés et, de l'autre côté, en raison de la politique du fascisme envers les missionnaires. Comme l'a écrit Michele Colucci, le fascisme contrôlait partiellement la vie sociale des communautés italiennes à l'étranger à travers le réseau des *fasci* italiens et, de manière plus directe, à travers les organes de l'Etat, comme les consulats. Les *fasci* contrôlaient ainsi les initiatives des ecclésiastiques en Suisse qui, de par leur niveau d'intégration dans les cantons, pouvaient être soupçonnés de travailler contre les intérêts du régime.¹⁶

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la réouverture des flux de migrants, les MCI jouèrent de nouveau un rôle central, également grâce à la politique migratoire helvétique. La politique des *Gastarbeiter* limitait en effet l'enracinement des immigrés dans le tissu social helvétique et favorisait la création d'organisations séparées, de caractère national. Pendant au moins cinq ans, les immigrés ne pouvaient se rendre en Suisse que temporairement et dans le but d'y travailler; ils devaient, de plus, accepter des restrictions concernant leur mobilité, alors que seules les entreprises qui les embauchaient pouvaient leur attribuer un

15 Le «secrétariat du peuple» est né à la fin du XIX^e siècle, suite à une proposition du Congrès catholique de Turin, dans le but de contenir l'expansion des ligues de résistance, des bourses du travail et des organisations d'inspiration socialiste.

16 Michele Colucci, *Le missioni cattoliche italiane in Svizzera negli anni del fascismo*, in: Tassello (ed.), *Diversità*, p. 137.

domicile.¹⁷ Seuls et sans famille, les *Gastarbeiter* italiens commencèrent ainsi rapidement à compter sur les Missions, aidés en cela par le contexte culturel et social prédominant dans leurs communautés paysannes d'origine, où le prêtre était également un homme de pouvoir à qui s'adresser pour résoudre des problèmes, pour bénéficier de recommandations ou de protection.

En effet, la précarité et la marginalité auxquelles la condition de *Gastarbeiter* exposait une grande partie des immigrants, surtout au cours des premières années de leur séjour en Suisse, favorisaient une socialité séparée. Et les MCI pouvaient répondre aux besoins des immigrants, puisqu'elles comptaient parmi les structures les plus solides et dotées de ressources dans le monde de l'immigration italienne en Suisse, même si elles faisaient partie des organisations ecclésiastiques les moins solides et les plus mal financées. Au moins jusqu'au milieu des années 1960, seules les Colonies libres italiennes (CLI) étaient comparables en dimension et en force, à la différence près qu'elles ne jouissaient pas des faveurs et des sympathies du gouvernement, des administrations et des entrepreneurs, vu que la plupart de leurs membres étaient politisés à gauche.¹⁸ En outre, il faut tenir compte du fait que les CLI n'avaient pas de personnel bénévole à disposition, contrairement aux MCI, qui bénéficiaient de l'aide des curés et des religieux/ses, envoyés et subventionnés par les ordres ou par l'Etat du Vatican. Les CLI ne pouvaient ainsi pas garantir la continuité et la présence constante de personnel dans leurs sièges, puisque les organisateurs des CLI travaillaient eux-aussi comme ouvriers.

Recrutements et assistance sociale

Vu ce manque de soutien, les immigrants, ou plus exactement les candidats à l'émigration, recommencèrent à considérer les MCI comme des bureaux de placement – aidés en cela, une fois encore, par la politique migratoire suisse qui, à la reprise des flux en 1945, laissa jouer aux entrepreneurs un rôle actif dans les recrutements de travailleurs dont ils avaient besoin.¹⁹ En substance, les travailleurs italiens souhaitant émi-

17 Hans Mahnig (éd.), *Histoire de la politique de migration, d'asile et d'intégration en Suisse depuis 1948*, Zurich 2005; Etienne Piguet, *L'immigration en Suisse. Cinquante ans d'entrouverture*, Lausanne 2004; Mauro Cerutti, *Un secolo di emigrazione italiana in Svizzera (1870–1970)*, attraverso le fonti dell'Archivio federale, in: *Studi e fonti* 20 (1994), pp. 11–141.

18 Baumann, ... und es kamen auch Frauen.

19 Département de l'Economie publique conjointement avec le Département de police et justice aux départements cantonaux (Services de placement et Département de justice

grer dans la Confédération demandaient souvent aux prêtres de leur paroisse de se mettre en relation avec les missionnaires qu'ils connaissaient en Suisse, à la recherche d'un contact dans une entreprise. Parallèlement, de nombreux entrepreneurs à la recherche de main-d'œuvre bon marché demandaient aux missionnaires de prendre contact avec les prêtres de leur lieu d'origine, pour obtenir des noms de personnes souhaitant s'expatrier.²⁰ Une femme originaire de Vicenza a ainsi raconté:

A Berne, il y avait le père qui dirigeait les Missions italiennes... et il est allé dire bonjour à notre prêtre, là, dans notre village. Alors qu'il lui racontait qu'il se plaisait bien à Berne, ils ont commencé à parler et alors mon prêtre lui a dit: «J'ai une famille qui aurait vraiment besoin d'émigrer!»... et alors il lui a expliqué que nous étions trois sœurs et trois frères. Le prêtre de notre village lui a donné nos noms et prénoms et c'est comme ça que j'ai reçu le contrat de travail.²¹

Des correspondances conservées à la Délégation nationale confirment que les contacts entre les entreprises et les missionnaires furent constants pendant au moins trente ans. On peut prendre comme exemple la lettre dans laquelle Mgr. Aldo C. répondait à un séminariste qui lui avait demandé de trouver des contrats de travail qui permettraient à lui et à certains de ses camarades de passer l'été à travailler en Suisse – Mgr. Aldo C. était missionnaire en Suisse, tandis que le séminariste vivait en Italie:

On a trouvé le travail et il s'agit de la centrale laitière de Konolfingen, dans les environs de Berne, où il y a également une de nos Missions. Vous devez seulement envoyer directement à l'adresse du Missionnaire de Konolfingen la liste des séminaristes intéressés, avec les principales données personnelles, c'est-à-dire le prénom et le nom, la date de naissance, le lieu de résidence.

et police), Saisonniers en Suisse, Lettera del 13 dicembre 1945, Archivio Federale di Berna (AFB), Département politique fédéral – E 2001 E1000/1571-1131.

20 Ces systèmes de recrutement sont à considérer comme étant irréguliers, dans la mesure où ils ne respectaient pas les procédures établies par les accords bilatéraux de 1948. Toutefois, l'article 4 de ces mêmes accords, interprété dans un sens large et de manière arbitraire, donnait aux entrepreneurs suisses la possibilité de régulariser n'importe quel travailleur à n'importe quel moment, ce qui faisait office d'acte de régularisation permanent. A ce sujet, Saffia Elisa Shaukat et l'auteur de cet article sont intervenus au Congrès suisse des sciences historiques en 2013, avec le titre «La frontière 'close' entre mythe et réalité. Les recrutements irréguliers de main-d'œuvre italienne vers la Suisse dans l'après-guerre», maintenant complété et publié dans Barcella, *Migranti in classe*, pp. 37–61.

21 Franca (Rossano Veneto [VI] – née en 1925) interviewée au Locle (canton de Neuchâtel) en 2007. Tous les noms des personnes interviewées et citées sont des pseudonymes. Les interviews ont toutes été enregistrées par l'auteur de cet article, de début 2005 à 2014, à différents moments de la recherche. Les personnes à interviewer ont été contactées grâce aux réseaux associatifs italiens en Suisse, mais aussi à partir de réseaux personnels de l'auteur.

Puis c'est le missionnaire qui transmettra le tout à l'entreprise et aux autorités policières pour le permis.²²

Pour les entreprises, recruter par l'intermédiaire des missionnaires représentait un avantage, puisqu'ils garantissaient l'orientation politique des immigrés alors que, pour ces derniers, au moins en partie, il était intéressant de s'adresser au prêtre de leur village, car ils se sentaient rassurés quant à la qualité de l'endroit où ils auraient été envoyés.

Les MCI pouvaient également s'avérer utiles dans la recherche d'un premier logement, surtout pour les femmes qui souhaitaient émigrer pour de courtes périodes. Les couvents construits près des entreprises étaient souvent financés par des entrepreneurs et étaient ensuite gérés par des religieuses et des missionnaires italiens.²³ Ces structures pouvaient être complétées par des crèches où l'on s'occupait des enfants des travailleuses pendant les heures de travail. Il faut, de plus, savoir que, dans l'immédiat après-guerre, le pourcentage de femmes par rapport au nombre total de migrants du Nord-Est de l'Italie était particulièrement élevé et, parfois, les migrants étaient très jeunes, voire mineurs.²⁴ Dans ces cas, l'expatriation pour le travail était organisée par les parents qui confiaient leurs filles à des religieuses et à des prêtres, sur qui ils comptaient, car ils craignaient qu'elles ne sachent pas s'en sortir toutes seules ou qu'elles puissent rentrer en contact avec des milieux considérés comme étant peu recommandables.

Bureaucratie

Les documents analysés montrent comment les Italiens s'adressaient aux MCI pour résoudre leurs problèmes bureaucratiques: les missionnaires devaient mettre à leur disposition des bureaux ou des secrétariats, où les travailleurs les moins instruits étaient assistés dans la lecture et l'interprétation des documents suisses. De plus, les immigrés étaient souvent des jeunes qui, précisément pendant leur période d'émigration, fondaient de nouvelles familles en se mariant avec d'autres personnes issues de

22 Archivio Delegazione Nazionale Missioni Cattoliche Zurigo (ADMZ), Mons. Aldo C. a Enzo B., 15 giugno 1970, Corrispondenza, fald. 69/1.

23 Une version romancée de la vie dans les couvents est également proposée par un des principaux auteurs de l'émigration italienne: Luisa Moraschinelli, *L'albero che piange. Testimonianze d'emigrazione in Svizzera (1953–1976)*, Sondrio 1994.

24 Selon Etienne Piguet, lors du recensement de 1950, il y avait en Suisse 168 689 immigrées de différentes nationalités, contre 116 757 immigrés. Voir: Etienne Piguet, *L'immigration en Suisse depuis 1948. Une analyse des flux migratoires*, Zurich 2005, p. 53.

l'immigration ou habitant leur village d'origine et restant au pays et s'étant connus avant leur départ ou à l'occasion de leurs retours au pays.

Prenons le cas d'un couple de Sicile qui, au début des années 1970, allait fonder une famille en Suisse: en avril 1970, alors que lui vivait à Lausanne et elle à Adrano, dans le département de Catane, ils décidèrent de se marier. Pour pouvoir organiser leur mariage en Italie, ils durent suivre une procédure qui impliquait la compilation de différents documents à soumettre à l'attention et aux certifications de quatre organismes: la Ville d'Adrano, le Consulat italien de Lausanne, la paroisse d'origine et la MCI de la ville romande. Les différentes étapes de l'organisation transnationale de ce mariage, ayant comme protagonistes un jeune couple et un missionnaire, sont contenues dans l'important courrier que les jeunes gens échangèrent pendant toute la période de leurs fiançailles. Alors qu'ils arrivaient presque à la fin de ce parcours, la future épouse écrivit:

Ces documents que nous t'envoyons [...] tu dois les emmener dans une église et les faire lire à un prêtre italien, pour procéder aux bans de mariage et te faire délivrer l'état libre en indiquant clairement la personne que tu souhaites épouser. Tu dois emmener la petite feuille au consulat pour faire la procuration, pour te faire représenter à la mairie d'Adrano en ce qui concerne les démarches relatives au mariage.²⁵

Quelques jours plus tard, l'homme informait sa fiancée qu'il avait vu le missionnaire et qu'on lui avait confirmé que la publication des bans du mariage, auprès de la MCI de Lausanne, aurait lieu rapidement.

Le rôle joué par les MCI était encore plus important en cas de décès d'un immigré puisque, en général, les Italiens voulaient être enterrés dans leur pays d'origine. L'organisation du rapatriement d'un corps était une opération coûteuse et complexe, demandant de remplir de nombreux documents italiens et suisses et de contacter des pompes funèbres italiennes pouvant se rendre en Suisse et ramener le corps «au pays». Il était en effet trop coûteux de s'adresser aux services funéraires helvétiques pour ce faire. Les coûts étaient tout même si élevés que certains immigrés italiens mirent en place dans les MCI de caisses mutuelles qui, en échange du versement de petites cotisations annuelles, garantissaient le financement des frais de rapatriement aux malchanceux qui en auraient eu besoin.²⁶

25 Adrano 14-4-70, Fondo SeSti – 2 – Lettere di Carmela a Salvo, Archives privées.

26 Mario (San Giovanni Val D'Arno [Arezzo] – né en 1935) interviewé à La Chaux-de-Fonds en 2005.

Ecole et vie quotidienne

Au cours des années 1960, les MCI mirent en place un réseau de crèches, d'écoles maternelles et d'écoles privées catholiques, s'adressant principalement aux immigrés convaincus de rentrer en Italie à court terme. En effet, envoyer leurs enfants dans les crèches, les écoles maternelles et les écoles suisses aurait impliqué l'apprentissage de la langue locale, un possible éloignement de la culture d'origine et, enfin, de plus grandes difficultés d'adaptation scolaire en cas de retour au pays. On constitua ainsi un réseau qui comprenait des dizaines d'instituts scolaires catholiques, gérés par des religieuses et des missionnaires: à la fin des années 1960, environ 10% des enfants de travailleurs italiens passaient par ces structures.²⁷

La fréquentation de ces institutions pouvait être contre-productive pour les enfants des immigrés en cas de non-retour, dans la mesure où ils seraient obligés de s'insérer dans le monde du travail local ou auraient dû poursuivre leurs études sans une scolarisation adaptée et sans une connaissance adéquate de la langue locale. Ces écoles étaient problématiques également du point de vue des administrations cantonales, vu qu'elles se présentaient comme des écoles extraterritoriales, où les immigrés suivaient des parcours scolaires d'après des programmes et avec des enseignants étrangers. C'est précisément pour cette raison, qu'au cours des années 1960, les administrations de certains cantons tentèrent d'en réglementer la diffusion, en imposant par exemple que, pour chaque enfant, leur fréquentation soit limitée à deux ans. On essayait en somme d'en autoriser la fréquentation seulement aux enfants de ceux qui avaient vraiment l'intention de rentrer au pays dans les deux ans. Cependant, les tentatives de limitation provoquèrent des protestations et des réactions de la part de certains immigrés, comme en témoigne cette lettre de protestation écrite par un jeune Sicilien à don Lino Belotti, qui était à l'époque le délégué national des missionnaires catholiques en Suisse:

Don Lino, excusez-moi de vous déranger. Je voudrais vous informer, même un peu en retard, d'un fait peu agréable qui s'est passé ici à Bienne. Nous sommes une centaine de pères de famille, victimes d'une injustice. Il y a quelques mois, les autorités scolaires de la ville de Bienne décidèrent qu'environ la moitié des enfants de l'école Italienne de la Mission Catholique Italienne devaient s'inscrire dans les écoles de la ville de Bienne, ils ont ainsi mis en place des écoles d'adaptation en langue française pour ensuite intégrer des écoles normales. [...] pour ceux qui ont décidé de quitter la Suisse dans un an

27 Barcella, *Migranti in classe*; Edo Poglià et al. (éd.), *Etre migrant II. Pluralité culturelle et éducation en Suisse*, Berne 1995; Armin Gretler et al. (éd.), *Etre migrant. Approches des problèmes socio-culturels et linguistiques des enfants migrants en Suisse*, Berne 1989.

ou deux au maximum, je crois qu'envoyer nos enfants de moins de dix ans dans ces écoles est une perte de temps.²⁸

La dernière observation de notre immigré clarifie le fait que, pour des centaines d'enfants d'Italiens, la scolarisation a été caractérisée par une fragmentation des parcours: ils pouvaient, de manière alternée, fréquenter une école suisse de l'Etat puis une école privée italienne.

Enfin, les immigrés italiens eurent recours de différentes manières aux MCI comme lieux de rassemblement. Beaucoup d'entre eux s'y rendirent au moins une fois durant la durée de leur émigration, afin de passer une soirée avec des compatriotes, de regarder un film ou de rencontrer d'autres concitoyens. De plus, à l'occasion de certaines fêtes, on y organisait des soirées ouvertes aux Italiens et aux Suisses. Voici ce que racontait un immigrant en 1973 dans une lettre conservée dans les archives de la MCI de Winterthur:

Comme je l'ai écrit, [à Lenzburg] il y a aussi une Mission catholique. [...] Le dimanche, à 11h, il y a toujours la sainte messe en Italien dans l'église catholique des Suisses. Toutes les années dans la salle de Krone a lieu la fête pour les Italiens mais les suisses sont également invités, il s'agit de la fête des mères et de la fête de Noël et elles sont toujours organisées par les A.C.L.I. et par la Mission Catholique.²⁹

En bref, les MCI souhaitaient prendre de l'ampleur en tant que centres d'animation et de socialisation ouverts à toute la collectivité des villes et des villages où elles étaient installées.

Limites politiques

Les MCI n'étaient de loin pas des organisations politiquement neutres. Leurs ambitions d'inclusion généralisée de la communauté migrante entraient en opposition avec leurs tendances anticomunistes.³⁰ A l'origine, un de leurs objectifs explicites fut de contenir la propagande socialiste et, encore durant l'après-guerre, elles se développèrent en opposition aux

28 Lettera di Santo B*** a don Lino Belotti – 24 maggio 1970, in ADMZ, Scuole materne 1965–1972, Faldone, 105/1.

29 Franco, La mia città, Fondo Dante Alighieri, Archivio Missione Cattolica Italiana, Winterthur.

30 L'anticommunisme suisse traversa les débats liés à la présence italienne dans le pays: <http://dodis.ch/it/dossier-tematici/e-dossier-50-jahre-migrationsabkommen-mit-italien> (21.1.2015). A plusieurs reprises, il y eut des expulsions de communistes réels ou présumés, parfois membres des Colonies libres et on les plaça également sous surveillance. Voir Cerutti, Un secolo, pp. 71s.; I sessanta licenziati di Beznau o la disgrazia di essere poveri, «ABC. Settimanale di politica e attualità», 1966, Archivio Fondazione Pellegrini Canevascini, Fondo ECAP, Archivio di Stato di Bellinzona, parte B, Scatola 1, Cartella 4.

Colonies libres, gérées par des militants et des sympathisants du Parti communiste et du Parti socialiste. Conjointement, les entrepreneurs suisses recrutèrent des travailleurs également par l'intermédiaire des MCI justement parce que, fondamentalement, cela leur évitait d'embaucher des éléments syndiqués et politisés à gauche. Cette attitude était d'ailleurs partagée par la classe politique suisse dans son ensemble, l'anti-communisme étant une des caractéristiques les plus évidentes dans la théorie et dans la pratique du gouvernement et des administrations suisses. En outre, la sensibilité à ce sujet était plus élevée lorsque les communistes, réels ou présumés, étaient des immigrés: l'histoire des fiches, portée à l'attention des médias à la fin des années 1980, est très significative à ce sujet.³¹

Malgré cela, les MCI ne peuvent pas être considérées en premier lieu comme des instruments de contrôle social ou des agents des entrepreneurs suisses sur le territoire helvétique. Tout d'abord, leur degré d'ouverture par rapport aux émigrants politisés à gauche pouvait varier énormément en fonction du prêtre responsable de chaque mission: on trouvait des prêtres plus ouverts face à cette question, parce qu'ils étaient eux-mêmes orientés à gauche. De plus, ayant comme population de référence ces Italiens qui constituaient le prolétariat dans la Confédération, les MCI avaient tendance à prendre des positions généralement moins interclassistes par rapport à ce qui se passait en Italie. Avec des variations et des ambiguïtés selon les cas, la nécessité de travailler avec les Italiens et pour les Italiens dans un environnement social non favorable incitait également les prêtres plus conservateurs à garder des contacts et des relations également avec des travailleurs ou des associations de compatriotes orientés à gauche, avec lesquels, en Italie, il n'y aurait pas eu de marges de dialogue. Cela a été encore plus vrai quand il fallait faire face à des vagues xénophobes, durant les années Schwarzenbach. Le missionnaire italien de la MCI de Frauenfeld s'en rappelle:

[A l'occasion d'une manifestation contre la xénophobie], nous y sommes allés avec ceux de la Colonie libre avec un bus, qui est parti de Frauenfeld et puis nous sommes allés manger ensemble à la mission catholique italienne de Berne. Là, nous sommes allés protester ensemble... je m'en souviens bien, cette fois-là, j'avais bien mis le col de prêtre. Je voulais être tout à fait clair... je me rappelle parfaitement que certains marxistes extrémistes venaient me

31 Leo Zanier, Fiches; Ernst Halter (ed.), *Gli italiani in Svizzera. Un secolo di emigrazione*, Bellinzona 2004, pp. 131–136.

dire: «Mais que faites-vous ici... Que fait un prêtre ici?» Et moi, je leur disais: «Qu'est-ce que vous, vous faites ici! Nous sommes ici pour la même chose!»³²

Les prêtres et les missionnaires ne refusèrent donc pas d'entrer en contact avec des émigrants d'orientation politique socialiste ou communiste. Il semble que, dans les missions, il n'y avait pas de mécanismes d'exclusion automatique des hommes et des femmes de culture et d'idéologie politique différentes. Les MCI jouèrent sans aucun doute un rôle de modération et de cooptation auprès de travailleurs qui, ayant besoin de travailler dans un pays en proie au chômage, pouvaient passer par les MCI, en modérant leurs points de vue et leurs revendications. Il ne s'agit cependant pas de réalités fermées à seulement certaines catégories de migrants.

Conclusion

A travers les documents recueillis et analysés, on constate que, durant l'après-guerre, et en particulier durant les années 1960 et 1970, les immigrants italiens en Suisse, en grande majorité d'extraction catholique, furent les acteurs de processus sociaux complexes. Les migrants se sont adressés aux MCI pour des raisons tellement variées que ces derniers ont commencé à mettre en place un réseau associatif polyédrique et transnational, c'est-à-dire, pour reprendre la perspective de Nina Glick Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc Szanton, un réseau associatif qui se présentait comme un champ social où l'on réunissait les activités, les institutions et les personnes du pays d'origine et du pays d'arrivée des missionnaires et des émigrés.³³ En effet, pour survivre dans le milieu de l'émigration, les missions ne pouvaient pas se limiter aux activités habituelles d'une paroisse. Elles ont pris la forme de centres associatifs plus complexes. Les milliers d'Italiens qui, de manière plus ou moins intense et impliquée, s'y rendaient, avaient des besoins et des demandes multiples. Certains Italiens fréquentaient les MCI parfois assidûment, avec foi et conviction, parce qu'ils étaient catholiques pratiquants. Dans de nombreux cas, ils les fréquentaient seulement de manière occasionnelle, pour trouver des amis ou des camarades. Souvent, le but était utilitaire et, par conséquent, ils se rendaient à la Mission seulement pour être aidés

32 Don Davide C. (Roccaforte di Mondovì – né en 1925) interviewé à Roccaforte di Mondovì en 2005.

33 Nina Glick Schiller, Linda Basch, Cristina Blanc Szanton, Toward a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity and Nationalism Reconsidered, in: *Annals of the New York Academy of Sciences* 645 (1992), p. 1.

ou assistés, même s'ils n'étaient ni pratiquants ni versés dans les questions religieuses.

Les Missions ont donc établi ces liens et ces relations qui leur ont conféré un point de jonction transnationale. En Italie, elles étaient en contact avec le Vatican et la Congrégation Sacrée du Consistoire qui sélectionnait les prêtres, et également avec les diocèses et avec les ordres religieux italiens qui fournissaient du personnel. En Suisse, par contre, elles devaient partager leurs activités et leurs espaces avec les paroisses des villes et avec les diocèses locaux, avec l'ambassade et les consulats, avec les entreprises, les syndicats et avec les administrations publiques helvétiques, avec les associations parasyndicales et de patronage, avec les ACLI, l'ENAIIP, avec les autres associations d'immigrés, dans certains cas pour les accueillir dans leurs locaux, et dans d'autres cas seulement pour réaliser des initiatives communes.

Le champ social transnational que les MCI mettaient en place se concrétisait dans l'ensemble complexe des activités qu'elles organisaient: des chorales aux fêtes régionales, en passant par les cours de langue italienne, de formation professionnelle, la publication de bulletins missionnaires – l'équivalent des bulletins paroissiaux italiens – qui racontaient l'histoire des communautés immigrées dans leur lent et complexe processus d'intégration. Chacune de ces activités pouvait être menée dans les MCI par des professeurs de musique, des animateurs, des éducateurs ou des enseignants suisses, recrutés par un organisme parasyndical italien grâce à ses contacts avec un syndicat suisse, mais elles pouvaient être tout aussi bien menées par des personnes recrutées directement en Italie grâce aux contacts entre les missionnaires et les diocèses italiens. En somme, les fils de tous ces enchevêtrements transnationaux étaient extrêmement variés et complexes et reflétaient non seulement une pluralité sociale des participants mais aussi la diversité de leurs activités.